

Réception à l'Université de Lyon

le 11 Avril 1945

de

M. Alfred DUFF COOPER

Ambassadeur de Sa Majesté Britannique



LYON
BOSC Frères et L. RIOU
Imprimeurs-Editeurs
C.O.L. 31.2186
42, quai Gailleton, 42
—
1945

Bibliothèque Maison de l'Orient



172006

Réception à l'Université de Lyon

le 11 Avril 1945

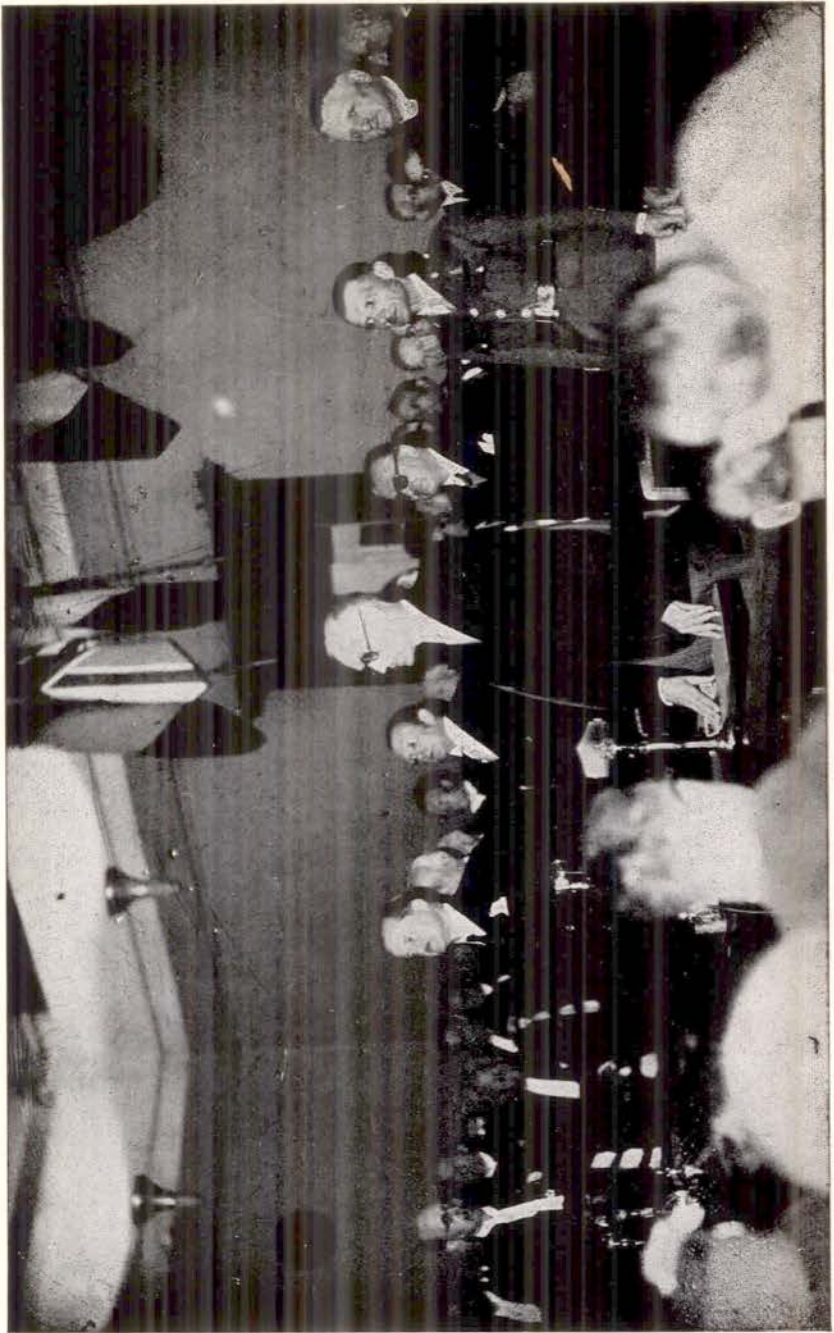
de

M. Alfred DUFF COOPER

Ambassadeur de Sa Majesté Britannique



LYON
BOSC Frères et L. RIOU
Imprimeurs-Éditeurs
C.O.L. 31.2186
42, quai Gailleton, 42
—
1945



**Réception à l'Université de Lyon,
le 11 Avril 1945,
de M. Alfred DUFF COOPER
Ambassadeur de Sa Majesté Britannique**

**Allocution de M. André ALLIX
Recteur de l'Université**

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Pour la première fois depuis les combats de la Libération, l'Université de Lyon se réunit en ce lieu, qui en porte encore les traces. Elle s'y réunit autour de vous, et pour vous remercier de l'honneur que vous lui faites en lui rendant visite.

Ici même, il y a neuf ans, elle a déjà reçu dans son sein, en lui conférant le titre de docteur *honoris causa*, un illustre membre du Conseil Privé de Sa Majesté Britannique. A ses côtés siégeait un des hommes d'Etat qui ont vu le plus clair, du côté français, dans les événements qui allaient prendre un tour tragique : le Président Edouard Herriot, Maire de Lyon, que nous espérons voir bientôt reprendre sa place parmi nous, et qui, en 1941, exprimait à l'un de nos collègues le désir de lire un de vos livres. Déjà, et comme en 1914, l'étroite entente entre nos deux nations apparaissait comme la condition nécessaire de leur salut commun, comme une des sauvegardes de leur civilisation commune.

Mais, après ces années si lourdement chargées d'histoire, la rencontre d'aujourd'hui prend un sens plus profond. En votre personne, nous saluons le représentant direct de Sa Majesté ; nous honorons l'immense effort de guerre de la Communauté des Nations Britanniques, leur admirable rénovation économique et sociale ; et nous remercions les hommes d'Etat dont la

clairvoyance a enfin rendu tout cela possible, à la dernière minute.

Non loin de cette gare de Victoria qui unissait nos deux pays aux temps lointains de la paix ; non loin de cette unique statue équestre dont votre capitale a honoré Foch, le seul officier étranger devant qui se soient jamais inclinés les étendards des régiments de la Garde britannique, auxquels vous avez appartenu ; et au cœur même de votre capitale, notre chef, le Général de Gaulle, accueilli par vous, a su montrer à l'Angleterre que nous restions ses alliés, fidèles à la parole donnée. C'est sur vos ondes, aériennes et marines, que sa voix, son action, son exemple, ont rassemblé autour de son emblème toutes les forces vives de notre pays. A des milliers de kilomètres, c'est grâce à vous que la France Libre a pu regrouper ses forces, autour d'hommes comme le Gouverneur Général Eboué ou le Général Leclerc ; et j'en prends à témoin notre cher Consul Général, M. Robert Parr, qui a su trouver à Lyon autant de sympathies qu'à Brazzaville. Les liens d'estime personnelle ont sans doute joué le même rôle, dans le maintien de la confiance mutuelle, qu'au temps où l'amitié unissait Foch et Sir Henry Wilson.

Pendant toute une année de regroupement et de préparation, des forces britanniques ont seules préservé, dans votre archipel, mais pour le monde entier, l'espoir et les moyens de la victoire finale. Pendant que vos villes, nous le savons, souffraient autant et plus que les nôtres, la flamme vacillante de notre civilisation s'abritait derrière trois écrans. Le courage, d'abord ; celui de vos populations civiles, de vos femmes et de vos enfants. La Marine Royale ensuite, cette traditionnelle dominatrice des vagues dont vous aviez été le chef. La Royal Air Force, enfin ; cette flotte aérienne que nous avons connue, que nous avons accueillie, qui nous a donné des armes, qui a aidé tant des nôtres à partir pour le combat, et qui surtout, par-dessus la Manche, a gagné la bataille d'Angleterre. Cette démonstration donne un sens imprévu au mot de Douglas Jerrold : « *The best thing I know between France and England is the sea* ».

Parmi les hommes d'Etat auxquels il faut rendre hommage de cette perspicacité et de cette obstination bienfaisantes, sans

doute faut-il placer au premier rang votre grand Winston Churchill. Mais un autre, en Angleterre, a su démontrer à ses compatriotes que lorsqu'on fait la guerre, c'est pour vaincre, non pour s'isoler ; et celui-ci, c'est vous, Monsieur l'Ambassadeur.

*
**

On discute encore, on discute plus que jamais, sur les responsabilités du Traité de Versailles. Mais les responsabilités, s'il en est ailleurs qu'en Allemagne, ne sont pas dans le Traité de Versailles. Elles incombent à ceux qui l'ont, ou plutôt ne l'ont pas, appliqué. Il s'agissait de donner force à la Paix ; or, nul ne peut donner force à rien avec de la faiblesse. Cela, vous l'avez démontré avec tant d'énergie que vous avez fini par convaincre. Au lendemain de Munich, vous avez, sur le principe de la fidélité à la parole donnée, engagé toute votre responsabilité et tout votre avenir politique. Entendons bien qu'il ne s'agissait pas là des maigres satisfactions personnelles que peut donner l'autorité, mais du sentiment intime qu'on doit au bien public le service de ses forces et de sa clairvoyance. C'est en de telles rencontres que la démocratie montre sa pleine puissance. Avec cette passion disciplinée qui est un des traits les plus réels, quoique les moins connus, du caractère anglais, vous n'avez pas mis six mois à convaincre vos compatriotes, au cours de « l'année d'anxiété » 1938-39. A un pays qui tenait à sa flotte et à son aviation comme la France tenait à son armée, vous avez démontré que les victoires se gagnent sur la terre. A un pays qui a de la liberté individuelle une conception plus ardente que la nôtre, vous avez fait comprendre la nécessité du service militaire obligatoire pour tous les hommes et pour toutes les femmes. Votre autorité en cette matière s'appuyait sur votre connaissance de l'histoire, sur vos expériences à la tête du Ministère de la Guerre de 1935 à 1937, du Ministère de la Marine en 1937 et 1938. Aussi n'alliez-vous pas tarder à reprendre votre place dans les Conseils de Sa Majesté, jusqu'à ces années de la Libération où elle fit au Comité de Libération Nationale à Alger, puis au Gouvernement Provisoire de la République Française, la satisfaction de vous déléguer auprès d'eux.

Dirai-je que vous êtes un des plus fidèles, des plus compréhensifs, parmi les amis que notre pays compte dans le vôtre ? Rappellerai-je votre amour pour Versailles, pour nos villes et pour nos villages, pour les aspects si divers de notre civilisation traditionnelle ? Dirai-je que vous avez contribué, par vos livres comme par vos actes, à écrire de grandes pages de l'histoire de la France ? Tout cela, ceux qui vous accueillent aujourd'hui le savent, et, au nom de notre Faculté des Lettres, M. le Professeur Pierre Legouis, le rappellera dans un instant.

Je préfère souligner que vous n'avez cessé de plaider pour une amitié toujours plus étroite et toujours plus active entre nos deux pays, en faveur de leur liberté commune et de leur idéal démocratique. Vous avez compris de bonne heure qu'ils occupent ensemble toute une rive de cet Océan Atlantique, dont un écrivain de langue anglaise vient de montrer qu'il est le bassin central, indivisible, de la civilisation des hommes d'Occident. Vous avez compris qu'ils doivent tenir ensemble le vieux *Mare Nostrum*, cette Méditerranée, avenue de nos Empires associés, qui n'a rien perdu de son importance comme champ de bataille du monde. Vous avez compris que s'il est encore un avenir pour l'Europe occidentale, cette Europe occidentale dont Lyon fut toujours une des métropoles, il est dans une indissoluble confiance entre l'Angleterre et la France.

Aussi ne vous êtes-vous jamais trompé sur le véritable rôle et les vraies aspirations de notre pays. Ce que nous savions, ce que nous voulions depuis 1814, depuis 1815, depuis 1870, depuis 1914 et 1918, depuis 1933, depuis 1935, depuis 1938, vous le saviez, vous le vouliez aussi. Lorsque, le 3 septembre 1939, sans une hésitation, la France fut la première à tenir la parole qu'elle vous avait donnée, vous avez vu, vous avez dit, que ce n'était pas seulement pour Vienne, pour Prague ou pour Dantzig — pas plus qu'entre 1914 et 1918, dans la craie de Champagne et la boue de Passchendaele, nous n'avions combattu pour les ruines d'Ypres ou le pont de Château-Thierry : mais qu'il s'agissait de toute une civilisation fondée sur la confiance et sur la foi jurée. Une civilisation de *gentlemen*.

C'est pour tout cela surtout que nous vous remercions en vous accueillant aujourd'hui. C'est aussi pour l'exemple donné

par cette grande démocratie qui est la vôtre ; elle qui a si bien su concilier ces deux contraires condamnés à vivre d'accord par les nécessités humaines : la liberté et l'autorité. Cela ne peut réussir que par la fermeté de l'esprit. Aussi, nulle part ailleurs que dans l'Université, on ne souscrira mieux à l'une de vos visions d'avenir : « la Grande Charte des Nations doit être une manière d'acte de foi en l'intelligence ».

(Après la lecture des titres par M. le Professeur Pierre Legouis.)

Je vous prie, Monsieur l'Ambassadeur, de recevoir ici les insignes de Docteur *honoris causa* de l'Université de Lyon.

Je vous demande en outre de vouloir bien, ainsi que Lady Diana Cooper, revêtir de votre signature le Livre d'Or de l'Université, en commémoration de cette séance solennelle.

Exposé des titres de M. DUFF COOPER

**par M. le Professeur Pierre LEGOUIS
de la Faculté des Lettres**

S. E. le Très Honorable Alfred Duff Cooper a reçu l'éducation la plus aristocratique qui soit en Angleterre, éducation à la fois virile et raffinée, à Eton, puis à Oxford, dans le collège qui porte le nom de *New College*, parce qu'il date seulement de 1369. Dans ce cadre vénérable, ce fut pourtant l'histoire moderne qu'il étudia. Il prit son grade universitaire avec mention, ou, comme on dit là-bas, avec « honneurs ». Avec honneur également, mais dans un sens moins académique, il prit d'autres grades dans les Grenadiers de la Garde où, comme il seyait à un ancien Etonien, il servit pendant la première guerre mondiale. Toujours selon la plus pure tradition de l'élite britannique, il entra dans la carrière, la carrière tout court, et ne la quitta que pour entrer au Parlement, puis dans le Conseil privé, et dans le Cabinet. Cette formation complète, variée, vivante, donne à ses ouvrages historiques une valeur, un accent, un timbre distincts de ceux du professionnel qui n'est jamais sorti des bibliothèques que pour aller aux archives. On y sent l'expérience des hommes et des affaires, non moins qu'une vaste culture à laquelle la France (c'est lui-même qui l'a dit à ses compatriotes) a beaucoup contribué : « Depuis mon plus jeune âge, j'ai toujours aimé la France. J'y ai passé, dans ma jeunesse, des mois d'étude à apprendre le français ; j'y ai passé plus tard mes vacances les plus heureuses. Quand il a fallu partir pour la guerre, je fus heureux, il m'en souvient, de penser que je partais en même temps pour la France. L'Histoire de France, la Littérature française ont fait mes délices ; et quand je me suis risqué à écrire une biographie, ce fut celle d'un homme d'Etat français », Talleyrand, livre paru en 1932, traduit en 1937, et que Raymond Guyot, professeur d'histoire moderne à la Sorbonne, salua comme « brillant ». Vint ensuite

(en 1935-36) un livre sur le Maréchal Haig, ce parfait *gentleman* pour qui tous les anciens combattants français de 1914-18 conservent une estime respectueuse et reconnaissante. Enfin, en 1943, dans les rares loisirs que lui laissaient ses fonctions de Chancelier du Duché de Lancastre, M. Duff Cooper publia son *David*, ouvrage dont nous ne connaissons malheureusement que le titre, de nature à piquer notre curiosité, et dont l'existence nous sera une raison de plus d'attendre avec impatience la reprise des envois de livres à travers la Manche. Mais l'ouvrage de M. Duff Cooper, qui a eu le plus grand retentissement dans notre pays (une traduction française suivit de près l'original) est *The Second World War, The First Phase*, paru au lendemain de la déclaration de guerre ; car pour l'auteur cette première phase couvre l'année qui va de Munich à l'invasion de la Pologne. Recueil de discours et d'articles, ce volume possède pourtant une unité dramatique : six mois avant tous ses collègues de Cabinet et la grande majorité de ses compatriotes, presque en même temps que M. Winston Churchill, M. Duff Cooper a vu que les concessions à l'Allemagne n'éviteraient pas la guerre, « pas plus, dit-il, que l'on ne se débarrasse d'un tigre en lui offrant une succession de sandwiches ». Cette comparaison, aussi juste que familière, donne une idée du style de l'auteur. Et l'on permettra à un professeur de littérature, après s'être incliné devant l'historien, de quitter le fond substantiel pour insister sur ce dont il peut parler avec le plus de compétence : la forme, et l'on ne s'étonnera pas qu'un angliciste s'arrête avec une prédilection particulière sur l'humour. D'un projet de conscription mal adapté à son île, le moins insulaire des Britanniques écrit pittoresquement : « La Grande-Bretagne en tirerait à peu près autant de profit qu'un Vénitien d'un calèche attelé de six chevaux ». Souvent l'auteur présente par des exemples concrets des vérités qui dépassent même l'occasion présente. Ainsi, à propos du pacte de la S.D.N. : « Ces obligations étaient aussi nombreuses que vagues. Or des obligations minimales mais précises sont préférables à des engagements étendus et mal définis. Si quelqu'un nous dit : « Je vais vous chercher un taxi », il est probable qu'il tiendra sa promesse. Mais s'il dit : « Je suis entièrement et totalement à votre ser-

vice », nous pouvons être bien certains qu'il ne fera absolument rien pour nous ». Parfois le style se passe de tout ornement ; à lui seul le choc de deux idées fait jaillir la lumière... sur l'incohérence humaine ; après Munich, certains « partisans irréfléchis » de M. Neville Chamberlain proclamaient : « Voilà une brillante victoire ; et maintenant réarmons de façon qu'elle ne puisse se reproduire ». Enfin l'humour se teinte d'indignation lorsque M. Duff Cooper répond à la menace allemande de bombardements aériens pour terroriser les populations civiles : « L'embouteillage ne serait pas dans les gares, il serait dans les bureaux d'enrôlement ». La conscription votée entre temps, grâce pour beaucoup aux efforts de M. Duff Cooper, rendit inutile cette ruée, mais le peuple de Londres montra, lors de la *bataille de la Grande-Bretagne*, à l'automne de 1940, dans ces semaines où l'Allemagne perdit la guerre, que M. Duff Cooper avait bien prévu la réaction de ses compatriotes, « une sauvage détermination de ne conclure la paix avec un pareil ennemi que quand il serait à notre discrétion ».

Britannique (car si Cooper est Anglais, Duff est Ecossais et participe ainsi à une amitié encore plus ancienne), donc Britannique représentatif, guide et interprète clairvoyant de son pays, voilà les raisons essentielles de conférer à M. Duff Cooper le titre de Docteur *honoris causa* de l'Université de Lyon.

Discours de M. Yves FARGE
Commissaire de la République

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

L'Université de Lyon vous accueille dans cet amphithéâtre qui retentit encore d'un discours qui passa les murs de cette enceinte pour rejoindre dans les rues de la ville celui qui mâchait sa douleur et berçait ses espoirs.

C'était le 5 novembre 1942, à ce moment où il n'était plus permis de nier l'abjection et de se complaire dans cette lâcheté qui fut — pour un temps — raison d'Etat. Un professeur d'Histoire, M. Marrou, exaltait ici la dignité humaine, justifiait la vie par l'action, dénonçait les méfaits de la passivité, et rappelait que dans la Grèce antique c'était les démocraties qui étaient belliqueuses, agressives et impérialistes, tandis qu'à l'heure où l'on parlait...

Nul n'osa se méprendre, et le fit voir en acclamant ce maître qui vint administrer la preuve que l'Histoire n'est pas un monotone renouvellement et qui sut, pour terminer, trouver des mots qui parurent extraits de ce que nous appelions alors le Credo du Gaulliste :

« L'Histoire nous apprend qu'il n'y a pas de défaite qui ne puisse être surmontée, si l'on refuse à s'y résigner... ».

Il y a dans le Livre de notre France opprimée, de grands et émouvants chapitres : le peuple de Toulon chantant « la Marseillaise » devant la flotte sabordée ; le 14 juillet 1942, à Lyon, où la foule arborait des cocardes tricolores et criait : « Vive la Liberté ! » ; et quelque temps après, à Vénissieux et à Oullins, des grèves héroïques pour arracher à l'ennemi les premiers ouvriers qu'on voulait lui livrer.

Dans cette ville, l'Université a su rejoindre le peuple, comme pour illustrer toute l'œuvre de Michelet.

Il y a quelques jours, au cours d'une cérémonie à laquelle

nous avons tous participé les larmes aux yeux, on fit devant nous l'appel des étudiants de Lyon morts au Champ d'honneur de la Résistance. Ils sont quatre-vingt-seize, qui ont fait en souriant le sacrifice de leur vie, parfois sans qu'on sache comment ils sont morts.

Morts comme Paul Garraud, comme Jean Brisset, en avril 1944, en combattant sans armes à trois contre mille ; morts comme cette jeune fille massacrée et brûlée à Saint-Genis-Laval, le 20 août 1944 ; morts comme Gilbert Dru, abattu place Bellecour, à Lyon, le 27 juillet 1944 ; morts comme André Reussner, fusillé le 4 août 1944 au fort de la Duchère, et qui dit à l'aumônier un mot d'enfant prononcé dans la paix du héros : « Surtout, n'oubliez pas d'embrasser ma maman... ».

Ces enfants-hommes avaient eu des maîtres ; vous les connaissez, Monsieur l'Ambassadeur. Vous connaissez Mayoux, Terroine, Georges Bidault, André Philip, François de Menthon ; vous savez ce qu'ont fait ces amis de la Liberté qui sont devenus vos amis.

Vous avez à vos côtés un Préfet de la Résistance, M. le Doyen Longchambon, qui sut soustraire à la trahison le plus précieux des archives du Comité National de la Recherche Scientifique qu'il apporta lui-même à Londres : ultime contribution des savants français à la guerre moderne, à la cause alliée, à celle de la Liberté.

Vous venez d'entendre M. le Recteur Allix, qui n'a jamais fléchi, qui n'a jamais tremblé, et dont nous savions tous, avant que sonnent les cloches de la libération, qu'il avait bien mérité de devenir le Recteur de cette Université libérée.

Et maintenant, je voudrais, si vous le permettez, Monsieur l'Ambassadeur, m'adresser à tous ces jeunes gens pour leur parler d'un maître qu'ils n'entendirent point, car il professait en Sorbonne, d'un maître que nous n'entendrons plus, nous ses amis, ses compagnons.

Si j'évoque ce doux visage, c'est que Marc Bloch naquit à Lyon, le 6 juin 1886. Et il mourut dans la banlieue de Lyon, en juin 1944, fusillé après avoir été torturé ; fusillé à l'instant où il posa ses mains fines sur les yeux d'un enfant, son compagnon de supplice, auquel il dit : « N'aie pas peur, cela ne fait pas mal... ».

Ce maître de l'Histoire médiévale, cet ami des hommes surpris dans leur métier, ce grand professeur en Sorbonne, aurait pu résister en écrivant encore et en offrant aux combattants les fruits de sa pensée.

Lorsque je fus mis en présence de Marc Bloch, à Paris, il venait d'apporter à ce que nous appelions le « Comité d'Études » des « Notes pour une révolution de l'enseignement » qui commençaient ainsi :

« Quand, après la victoire prochaine, nous nous retrouverons entre Français, sur une terre rendue à la liberté, le grand devoir sera de faire une France neuve... ».

Il aurait pu continuer ainsi, et nous serions encore ses obligés. Mais Marc Bloch se jeta dans la lutte, accomplit des liaisons, inventoria les combattants clandestins, véhicula des explosifs, choisit la tâche la plus périlleuse : celle de l'organisation de l'insurrection nationale.

Jeunes gens, gardez le souvenir de cet homme de science qui sut abandonner son écritoire pour prendre à pleins bras les risques les plus redoutables en accomplissant les tâches les plus humbles. Quelle leçon !

Apprenons que, lorsque la vérité est bafouée, que lorsque la liberté est menacée, que lorsque la Patrie est en danger, les diplômes et les charges ne doivent en aucune façon paralyser les bras et flétrir les consciences.

Je voulais tenir devant vous ce langage depuis que nous nous connaissons.

Je ne crois pas qu'il y ait pour cela meilleure occasion que celle qui nous est offerte aujourd'hui, puisque Monsieur Duff Cooper nous apprend dès 1938 que résister, c'est consentir à demeurer un honnête homme.

Discours de Son Excellence Alfred DUFF COOPER
Ambassadeur de S. M. Britannique

MONSIEUR LE RECTEUR,
MONSIEUR LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,
ÉMINENCE,
MESDAMES ET MESSIEURS,

Votre accueil, Monsieur le Recteur ; cette réception solennelle de l'Université de Lyon, cet honneur du Doctorat *honoris causa* que vous venez de me décerner ; tout m'impose une tâche dont je ne saurais m'acquitter d'une façon digne de l'occasion, car les paroles me manquent pour vous exprimer d'une façon suffisante les pensées et les émotions que m'inspire votre cérémonie d'aujourd'hui.

Je me trouve sur le sol de France, ce pays dont l'histoire depuis tant de siècles a été inextricablement mêlée à l'histoire de mon propre pays, dont nous avons subi les influences, génération après génération, par qui nous avons acquis notre connaissance de l'ordre romain, de la pensée grecque, de la religion chrétienne, dont nous avons été le compagnon à travers tant de vicissitudes, dans le travail, dans la lutte, dans l'amitié, dans la lumière et dans l'ombre, dans les mauvais jours que nous venons de passer et aujourd'hui dans l'heure qui annonce l'aube de la victoire.

Je suis reçu dans le grand amphithéâtre de l'Université de Lyon qui représente et symbolise précisément la chose pour laquelle nous sommes entrés dans cette lutte ; la chose qui a inspiré notre ténacité et notre courage ; la chose qui sera non pas seulement la parure mais le seul objet, le fruit suprême de notre victoire — cette chose, c'est la civilisation européenne.

Monsieur le Recteur et Monsieur le Professeur, votre courtoisie et votre indulgence vous ont menés à parler d'une façon par trop aimable d'une étude que j'ai eu le privilège de consacrer à une des grandes figures de l'histoire de votre pays. Elève

de l'Université d'Oxford qui, comme vous le savez, sortit du sein de l'Université de Paris au XIII^e siècle, j'y ai suffisamment appris pour comprendre que je ne suis pas érudit et je crains que mon œuvre ne mérite guère les éloges que votre courtoisie lui a accordés, mais je ne peux qu'avouer le plaisir que vos paroles m'ont donné, et faire remarquer que le même mobile qui m'induisait à essayer de représenter fidèlement au public de mon pays certaines lignes de cette époque de votre histoire, reste toujours un des facteurs principaux de mon être, me guide toujours, et me conduit aujourd'hui à consacrer tous mes talents, toutes mes énergies dans le but de devenir un interprète fidèle entre votre pays et le mien.

Monsieur le Recteur, je sais parfaitement que je ne suis nullement capable de répondre comme je l'aurais souhaité, à vos paroles de bienvenue, aux paroles par lesquelles vous avez apporté à mon pays un tribut si noblement exprimé. Je ne peux que de nouveau vous faire part de ma reconnaissance et de l'émotion que me fait ressentir l'honneur que l'Université m'a accordé.